

**MESSAGE N° 178** 12 janvier 2010  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret relatif**  
**aux crédits supplémentaires compensés du budget**  
**de l'Etat de Fribourg pour l'année 2009**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2009.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires est transmis à la Commission des finances et de gestion avec le présent message.

Au total, pour l'exercice 2009, 28 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>			
<b>2100 Tribunal cantonal</b>			
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	173 000	261 000
318.088	Assistance judiciaire pénale	280 000	160 000
318.089	Assistance judiciaire civile	145 000	15 000
318.093	Assistance judiciaire administrative	65 000	10 000
<b>2120 Justices de paix</b>			
301.100	Traitements du personnel	2 491 310	286 000
<b>POUVOIR EXECUTIF – CHANCELLERIE</b>			
<b>3105 Chancellerie d'Etat</b>			
311.500	Achats de véhicules	0	44 000
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT</b>			
<b>3200 Secrétariat général</b>			
351.000	Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton	1 790 000	610 000
351.006	Contribution pour la fréquentation d'écoles de la convention du Nord-Ouest	4 660 000	540 000
351.007	Contribution pour la fréquentation des Hautes écoles spécialisées	1 426 400	275 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
<b>3202.1 Service de l'enseignement obligatoire de langue française</b>			
319.000	Dépenses administratives diverses	56 000	56 000
<b>3208 Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide</b>			
318.102	Frais des mesures de nature pédothérapeutique	2 645 000	354 600
364.038	Subventions cantonales pour les personnes handicapées mineures dans les écoles spéciales hors du canton	3 402 000	1 152 000
<b>3259 Haute école fribourgeoise de travail social</b>			
311.100	Achats de mobilier	31 800	51 470
311.302	Achats d'appareils d'enseignement	8 300	29 090
311.405	Achats de matériel et de logiciels informatiques	74 000	9 740
314.101	Aménagement d'immeubles loués	45 000	22 700
<b>3272 Conservatoire</b>			
314.101	Aménagement d'immeubles loués	88 000	124 000
318.008	Frais d'examens	10 000	20 000
<b>SÉCURITÉ ET JUSTICE</b>			<b>708 000</b>
<b>3355 Service de l'application des sanctions pénales et des prisons</b>			
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	20 000	87 000
<b>3365 Etablissements de Bellechasse</b>			
313.023	Produits alimentaires	525 000	50 000
<b>3370 Service de probation</b>			
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	70 000	135 000
<b>3375 Service des affaires militaires et de la protection de la population</b>			
319.017	Interventions en rapport avec la grippe A/H1N1	-	150 000
<b>3382 Camp du Lac-Noir</b>			
319.021	Dédommagements de tiers	-	286 000
<b>INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FORÊTS</b>			<b>1 100 000</b>
<b>3425 Service de l'agriculture</b>			
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	350 000	500 000
364.025	Subventions cantonales pour la lutte contre les épizooties et pour les frais de Sanima	1 100 000	500 000
<b>3430 Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires</b>			
317.100	Déplacements	100 000	100 000
<b>ÉCONOMIE ET EMPLOI</b>			<b>834 000</b>
<b>3505 Promotion économique du canton de Fribourg</b>			
311.100	Achats de mobilier	1 900	27 000
311.405	Achats de matériel et de logiciels informatiques	-	3 000
316.100	Locations de locaux	87 080	20 000
<b>3535 Service du logement</b>			
300.200	Commissions	210 000	100 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
<b>3542.1</b>	<b>Service de la formation professionnelle</b>		
310.200	Fournitures d'enseignement	268 000	62 000
318.038	Visites aux apprentis	367 000	83 000
366.006	Subventions cantonales pour le perfectionnement professionnel	810 000	250 000
<b>3570</b>	<b>Services des transports et de l'énergie</b>		
364.013	Indemnités à la Compagnie Sensetalbahn pour l'exploitation	96 000	29 000
364.019	Subventions cantonales pour les associations de transports et de l'énergie	35 000	10 000
564.012	Subventions cantonales à la Compagnie de chemin de fer du Lötschberg pour les investissements	190 000	120 000
564.013	Subventions cantonales à la Compagnie Sensetalbahn pour les investissements	130 000	130 000
<b>SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES</b>			<b>2 537 740</b>
<b>3600</b>	<b>Secrétariat général</b>		
300.200	Commissions	10 000	17 500
<b>3605</b>	<b>Service de la santé publique</b>		
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	117 000	24 000
319.002	Frais de protection de la population	157 500	25 000
<b>3645</b>	<b>Service de la prévoyance sociale</b>		
364.030	Subventions individuelles pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées	51 793 850	2 045 000
<b>3655</b>	<b>Assurances sociales</b>		
318.042	Gestion de l'assurance maladie	1 530 000	106 500
360.006	Part du canton au financement des allocations familiales fédérales agricoles	2 231 000	319 740
<b>AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS</b>			<b>250 000</b>
<b>3830</b>	<b>Routes nationales – entretien</b>		
314.302	Service hivernal	952 800	250 000
<b>GESTION PAR PRESTATIONS</b>			<b>4 950 000</b>
<b>Routes cantonales – entretien</b>			
Groupe de prestations (2000)			
- Routes cantonales		31 694 408	4 950 000
<b>TOTAL</b>			<b>14 400 340</b>

Les 28 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2009 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir judiciaire	3	732 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie	1	44 000
Instruction publique, culture et sport	5	3 244 600
Sécurité et justice	5	708 000
Institutions, agriculture et forêts	2	1 100 000
Economie et emploi	4	834 000
Santé et affaires sociales	6	2 537 740
Aménagement, environnement et constructions	2	5 200 000
	<b>28</b>	<b>14 400 340</b>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2008, le volume de 14,4 millions de francs des crédits supplémentaires 2009 correspond à la moyenne (14,6 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est par contre inférieur à cette moyenne 1990–2008 (0,48% en 2009 contre 0,76% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires se maintient en outre dans la moyenne de ces dix dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48

- si les dépassements de crédits concernent quasiment tous les pouvoirs et directions, il y a lieu de souligner qu'en 2009 un arrêté, celui relatif au service hivernal et à l'entretien des routes cantonales, représente à lui seul le tiers du total des crédits supplémentaires accordés;
- les correctifs apportés dans le cadre de la budgétisation ont permis de restreindre progressivement le volume des dépassements de crédits dans le domaine «santé-social» qui, jusqu'à un passé très récent, était

à l'origine d'importantes requêtes de suppléments de crédits;

- conformément à la règle, la couverture des crédits supplémentaires sollicités a consisté en une réduction d'autres charges, à deux exceptions près. Dans ces derniers cas, il a été fait recours aux dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits par une augmentation de revenus. En 2009, cela concerne d'une part, les frais supplémentaires liés à la fréquentation d'établissements d'enseignement hors canton à hauteur de 1 425 000 francs et, d'autre part, les subventions cantonales pour les personnes handicapées mineures dans les écoles spéciales hors du canton pour une compensation de 1 020 600 francs.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2009.

**BOTSCHAFT Nr. 178** *12. Januar 2010*  
**des Staatsrates an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über die kompensierten**  
**Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates**  
**Freiburg für das Jahr 2009**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2009 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten werden zusammen mit dieser Botschaft der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2009 wurden insgesamt 28 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
<b>RICHTERLICHE BEHÖRDE</b>			<u>732 000</u>
<b>2100</b>	<b>Kantonsgesicht</b>		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	173 000	261 000
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	280 000	160 000

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	145 000	15 000
318.093	Unentgeltliche Rechts- pflege Verwaltungssachen	65 000	10 000
<b>2120</b>	<b>Friedensgerichte</b>		
301.100	Gehälter des Personals	2 491 310	286 000
<u>VOLLZIEHENDE BEHÖRDE – KANZLEI</u>			<u>44 000</u>
<b>3105</b>	<b>Staatskanzlei</b>		
311.500	Anschaffung von Fahrzeugen	0	44 000
<u>ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT</u>			<u>3 244 600</u>
<b>3200</b>	<b>Generalsekretariat</b>		
351.000	Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons	1 790 000	610 000
351.006	Beitrag für den Besuch von Schulen des Regionalen Schulabkommens NW EDK	4 660 000	540 000
351.007	Beiträge für den Besuch der Fachhochschulen	1 426 400	275 000
<b>3202.1</b>	<b>Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht</b>		
319.000	Verschiedene Verwaltungs- ausgaben	56 000	56 000
<b>3208</b>	<b>Amt für Sonderpädagogik</b>		
318.102	Kosten der pädagogisch- therapeutischen Massnahmen	2 645 000	354 600
364.038	Kantonsbeiträge für behinderte Minderjährige in Sonderschulen ausserhalb des Kantons	3 402 000	1 152 000
<b>3259</b>	<b>Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit</b>		
311.100	Anschaffung von Mobilien	31 800	51 470
311.302	Anschaffung von Unterrichtsgeräten	8 300	29 090
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	74 000	9 740
314.101	Ausbau von Mietliegenschaften	45 000	22 700
<b>3272</b>	<b>Konservatorium</b>		
314.101	Ausbau von Mietliegenschaften	88 000	124 000
318.008	Prüfungskosten	10 000	20 000
<u>SICHERHEIT UND JUSTIZ</u>			<u>708 000</u>
<b>3355</b>	<b>Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse</b>		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	20 000	87 000
<b>3365</b>	<b>Anstalten von Bellechasse</b>		
313.023	Lebensmittel	525 000	50 000
<b>3370</b>	<b>Amt für Bewährungshilfe</b>		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	70 000	135 000
<b>3375</b>	<b>Amt für Militär und Bevölkerungsschutz</b>		
319.017	Massnahmen gegen die Grippepandemie (A/H1N1)	-	150 000
<b>3382</b>	<b>Lager in Schwarzsee</b>		
319.021	Entschädigungen an Dritte	-	286 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
<u>INSTITUTIONEN UND LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT</u>			<u>1 100 000</u>
<b>3425</b>	<b>Amt für Landwirtschaft</b>		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	350 000	500 000
364.025	Kantonsbeiträge für die Bekämpfung von Tierseuchen und Kostenbeiträge an die Sanima	1 100 000	500 000
<b>3430</b>	<b>Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen</b>		
317.100	Reisespesen	100 000	100 000
<u>VOLKSWIRTSCHAFT</u>			<u>834 000</u>
<b>3505</b>	<b>Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg</b>		
311.100	Anschaffung von Mobilien	1 900	27 000
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	-	3 000
316.100	Räume, Mieten	87 080	20 000
<b>3535</b>	<b>Wohnungsamt</b>		
300.200	Kommissionen	210 000	100 000
<b>3542.1</b>	<b>Amt für Berufsbildung</b>		
310.200	Schulmaterialien	268 000	62 000
318.038	Lehrlingsbesuche	367 000	83 000
366.006	Kantonsbeiträge für die berufliche Weiterbildung	810 000	250 000
<b>3570</b>	<b>Amt für Verkehr und Energie</b>		
364.013	Abgeltungen an die Sensetalbahn für den Betrieb	96 000	29 000
364.019	Kantonsbeiträge für die Verkehrs- und Energieverbände	35 000	10 000
564.012	Kantonale Investitionsbeiträge an die Lötschbergbahn	190 000	120 000
564.013	Kantonale Investitionsbeiträge an die Sensetalbahn	130 000	130 000
<u>GESUNDHEIT UND SOZIALES</u>			<u>2 537 740</u>
<b>3600</b>	<b>Generalsekretariat</b>		
300.200	Kommissionen	10 000	17 500
<b>3605</b>	<b>Amt für Gesundheit</b>		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	117 000	24 000
319.002	Kosten Bevölkerungsschutz	157 500	25 000
<b>3645</b>	<b>Sozialvorsorgeamt</b>		
364.030	Individualbeiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen	51 793 850	2 045 000
<b>3655</b>	<b>Sozialversicherungen</b>		
318.042	Verwaltung Krankenversicherung	1 530 000	106 500
360.006	Kantonsanteil an der Finanzierung der eidgenössischen Familienzulagen in der Landwirtschaft	2 231 000	319 740
<u>RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN</u>			<u>250 000</u>
<b>3830</b>	<b>Nationalstrassen – Unterhalt</b>		
314.302	Winterdienst	952 800	250 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
<u>LEISTUNGSORIENTIERTE FÜHRUNG</u>			<u>4 950 000</u>
<b>Kantonsstrassen – Unterhalt</b>			
Leistungsgruppe (2000)			
- Kantonsstrassen		31 694 408	4 950 000
<b>TOTAL</b>			<u>14 400 340</u>

Die 28 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2009 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Richterliche Behörde	3	732 000
Vollziehende Behörde – Kanzlei	1	44 000
Erziehung, Kultur und Sport	5	3 244 600
Sicherheit und Justiz	5	708 000
Institutionen und Land- und Forstwirtschaft	2	1 100 000
Volkswirtschaft	4	834 000
Gesundheit und Soziales	6	2 537 740
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	2	5 200 000
	<u>28</u>	<u>14 400 340</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- Im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2008 liegen die sich auf 14,4 Millionen Franken belaufenden Nachtragskredite betragsmässig im Durchschnitt (14,6 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum), gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben (0,48% im Jahr 2009 gegenüber 0,76% im Vergleichszeitraum) liegen sie hingegen unter dem Durchschnitt. Anzahlmässig liegen die Nachtragskredite weiterhin im Schnitt der letzten zehn Jahre, wie auch aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nach- tragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48

- 2009 mussten praktisch allen Behörden und Direktionen Nachtragskredite gewährt werden, wobei jedoch rund ein Drittel des gewährten Nachtragskreditvolumens auf einen einzigen Beschluss, nämlich den Beschluss über den Winterdienst und den Unterhalt der Kantonsstrassen, entfällt.
- Dank der im Rahmen der Budgetierung vorgenommenen Korrekturen konnte im Bereich «Gesundheit-Soziales», der bis vor Kurzem Gegenstand erheblicher Nachtragskreditbegehren war, der Umfang der Kreditüberschreitungen allmählich abgebaut werden.
- Die beantragten Nachtragskredite wurden bis auf zwei Fälle vorschriftsgemäss über Aufwandminderungen kompensiert. In diesen zwei Fällen ist nach den neu-

en Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen worden, wonach gewisse Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. 2009 betrifft dies die Mehrkosten für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons in Höhe von 1 425 000 Franken sowie die Kantonsbeiträge für behinderte Minderjährige in Sonderschulen ausserhalb des Kantons für einen Kompensationsbetrag von 1 020 600 Franken.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2009 eröffnet hat.

\_\_\_\_\_

## Décret

*du*

### **relatif aux crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2009**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;  
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2009;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 12 janvier 2010;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2009, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 14 400 340 francs, sont approuvés.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

<sup>2</sup> Il entre immédiatement en vigueur.

## Dekret

*vom*

### **über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2009**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;  
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2009;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 12. Januar 2010;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2009, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 14 400 340 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt sofort in Kraft.